

La démocratie ? Mais quelle bonne idée !

Interview de John Pitseys
par Sylvie Walraevens

Aucun dirigeant autocrate ne s'oppose aux élections. Aucun populiste ne détruit la volonté du peuple. Pourtant règne une crainte sincère relative au déclin de ce bien politique suprême qu'est la démocratie. Un concept juste est nécessaire pour éclairer le chemin.

Lorsque les pays de l'Europe de l'Est ont opté en masse pour le modèle occidental d'élections libres après la Guerre froide, la démocratie libérale était présente partout sur le vieux continent. À peine 30 années plus tard, elle est à nouveau mise en péril, même si le terme démocratie est utilisé sans compter. Et ce pas uniquement en Europe, mais également dans de hauts lieux de la démocratie comme les États-Unis.

La démocratie perd-elle en légitimité lorsqu'elle semble si fragile ?

John Pitseys : La crédibilité d'un régime politique se mesure à l'aune de son efficacité, de sa teneur en justice et de sa légitimité perçue. Les trois sont indissociablement liés. Une solution sera d'autant plus vécue comme étant légitime qu'elle donne des résultats satisfaisants. Elle sera également plus sujette à être mise en œuvre et obtiendra donc plus d'efficacité dans une société dans laquelle sa légitimité est acceptée de manière générale. Une efficacité défailante peut donner l'impression que la démocratie n'est pas légitime mais cela est dû au fait que nous définissons l'efficacité en termes de stabilité sociale, par exemple. Au 19^e siècle, le philosophe politique Alexis de Tocqueville [1805-1859, ndlr] voyait les avantages de la démocratie surtout à long terme, parce qu'elle est un facteur de paix et de stabilité. Aujourd'hui, nous avons parfois l'impression inverse, à savoir que la démocratie devient en quelque sorte une source de conflit et que quelques régimes non démocratiques parviennent à créer un consensus social autour de leur politique, comme la Chine avec son système de crédits sociaux. La stabilité est bien évidemment importante, mais la démocratie puise sa légitimité en tout premier lieu dans l'égalité politique. Des éléments typiques de l'égalité démocratique sont le pluralisme, le suffrage universel, l'alternance politique, la liberté d'association et d'expression. En plus de cela, la démocratie peut préconiser également des principes que l'on retrouve dans d'autres régimes, comme la justice sociale et scolaire ou l'égalité d'accès aux biens culturels et économiques. Ce que nous appelons aujourd'hui la crise de la démocratie est plutôt l'importation de facteurs qui ne sont pas propres à la démocratie, comme le sentiment d'impuissance politique. La montée du populisme ne va pas de pair avec un niveau de vie en baisse ou un chômage en hausse, mais bien avec un espoir : le sentiment que des choses sont possibles.

L'égalité et la liberté ne seraient-elles plus des sources d'inspiration alors ?

Le processus de décision politique devient de plus en plus complexe, à plusieurs niveaux et avec des décideurs qui sont difficilement identifiables et dans des domaines fortement liés les uns aux autres. Vient se greffer à cela le fait que les idéologies du 20^e siècle – le libéralisme, le socialisme, la démocratie chrétienne, le communisme et le fascisme – n'ont pas tenu leurs promesses. C'est pour cette raison qu'une part croissante des citoyens a l'impression qu'un élément démocratique important a disparu : la capacité de changer quelque chose, bref, l'idée que le pouvoir se concrétise dans le processus de décision politique. Dans la grande enquête *Noir, jaune, blues 2017* [menée par la fondation Ceci n'est pas une crise, ndlr] consacrée à l'opinion publique belge, 67 % des personnes sondées souhaitent un pouvoir politique plus fort, ce qui a été interprété par beaucoup de manière trop schématique comme une demande de dictature. Le régime au sein duquel ce pouvoir plus fort s'exprimerait laisse certains indifférents : une démocratie si c'est possible, un système autocratique s'il le faut. Certains diront que c'est le prix à payer à cette fin.

Prenons-nous inéluctablement la direction de l'autocratie ?

Vraisemblablement moins en Belgique, parce que nous avons une société assez libérale et individualiste dont la prospérité repose sur la vitalité de son commerce, une société qui est aussi fortement décentralisée : la Belgique est en tout premier lieu un pays de communes, où la centralisation du pouvoir n'a que très rarement pu inspirer une forte pensée politique. Même le nationalisme flamand, qui prend quelquefois des tournures autoritaires, répond plutôt à un désir d'autonomie économique et à l'idée selon laquelle ce que nous faisons nous-mêmes, nous le faisons mieux. C'est une logique individuelle, une logique de propriétaire qui ne cadre pas nécessairement avec de grandes idées totalitaires. Le discours populiste en Flandre repose sur trois piliers : la sécurité physique, la prospérité économique qui est la responsabilité de chacun, et le particularisme (on n'est nulle part aussi bien que chez soi). Même si la dimension autoritaire est un peu présente dans la communication de certains partis, c'est beaucoup moins le cas que dans des États comme la Pologne ou la Hongrie.

Pourquoi autant d'Européens de l'Est tournent-ils le dos à la démocratie après une si brève période d'expérimentation ?

Ces sociétés ont connu trois grandes idéologies : le communisme (pendant la Guerre froide), le libéralisme (après la chute du Mur de Berlin) et un discours qui est longtemps resté minoritaire, le conservatisme chrétien. Seul ce dernier a subsisté et ce discours est compatible avec plus d'autorité, plus de clarté et ce que Viktor Orban appelle une « démocratie illibérale » et qui repose sur la souveraineté du peuple dans sa tradition, son identité et son unité. V. Orban est convaincu qu'il agit de manière démocratique. Il croit que lorsque le peuple a décidé et que le gouvernement a été choisi, les juges libéraux, les élites cosmopolites, les intellectuels socialistes ou des personnes de cultures minoritaires dotées de diplômes de haut niveau font obstacle à la volonté de la communauté nationale. Telle est sa définition de la démocratie.

Le populisme, qui entend les aspirations du citoyen, n'est-il pas un signe de l'excellente santé de la démocratie ?

Le populisme menace le fonctionnement des institutions démocratiques mais il ne s'oppose pas directement à la démocratie. Il affirme même en être le seul contenu

authentique : le chef ne se représente pas lui-même, il représente le peuple. C'est une définition boiteuse de la démocratie. Elle parle uniquement du pouvoir *du* peuple, alors que le pouvoir *pour* et *par* le peuple est essentiel. La démocratie vise l'intérêt général de tous les citoyens, pas de quelques-uns d'entre eux. Le populisme dit que le peuple est souverain mais il estime ensuite qu'il est plus efficient qu'un seul parti ou qu'un seul individu résume l'expression de la volonté du peuple. Les populistes contemporains ne sont pas opposés aux élections, V. Orban en Hongrie non plus. Mais ils laissent intégralement sur la touche la base démocratique de l'égalité politique. L'égalité politique signifie que personne ne dispose du monopole du pouvoir, que tout le monde peut l'exercer, même ceux qui sont minoritaires ou qui ont tort. C'est pourquoi la démocratie ne passe pas seulement par des élections libres : elle implique aussi d'être attentif à la séparation des pouvoirs, à l'État de droit ou à des mécanismes de contrôle. Les populistes n'accordent aucune valeur à l'exercice neutre du pouvoir ; le peuple s'exprime par le biais du chef. Le chef a toujours raison, car il dit à voix haute ce que tout le monde pense tout bas. Nous connaissons tous des leaders, en Belgique aussi, qui ne souhaitent pas se soumettre à des juges non élus parce que ceux-ci ne représenteraient pas l'intérêt général. Leur conception de la démocratie revient à dire qu'il suffit d'obtenir la majorité pour pouvoir exercer légitimement le pouvoir. Alors que la démocratie ne doit pas uniquement protéger les gagnants des élections mais également les perdants. Ce rôle est dévolu aux juges impartiaux et non élus.

Des élections libres sont-elles le summum de la démocratie ?

La démocratie ne se limite pas aux élections, mais ces dernières constituent bel et bien un instrument précieux, malgré quelques effets négatifs comme le risque de la participation. Les régimes représentatifs avaient historiquement pour but d'être un compromis entre plusieurs modèles de légitimité : le modèle démocratique, le libéral et l'élitaire. Les dirigeants doivent être élus avec l'aval des dirigés via des moments collectifs de participation démocratique. La société doit en outre également honorer le principe libéral de la répartition des tâches parce que tout le monde n'a pas le temps ni l'énergie pour faire de la politique. L'engagement politique et son contrôle sont un choix libre. Un troisième argument, élitare celui-là, est que les élections sont une sélection d'une élite, à savoir de celles et ceux qui ont le temps et la compétence pour participer au processus décisionnel politique. Les élections ne sont donc pas l'accomplissement de la démocratie, mais un compromis historique entre des éléments démocratiques et d'autres éléments qui ne sont pas absolument antidémocratiques mais qui ne sont pas propres à la démocratie. Lorsqu'on demandait à Gandhi ce qu'il pensait de la démocratie occidentale, on rapporte que sa réponse fut la suivante : « Je pense que ce serait une bonne idée ». Une raison de plus pour scruter méticuleusement les institutions démocratiques et ne pas les considérer comme étant définitivement acquises.

Cet article a été publié sous le titre « Democratie? Wat een goed idee! » dans : *Tertio*, n° 973, 3 octobre 2018, pages 8-9.

Pour citer cet article dans son édition électronique : John PITSEYS (interviewé par Sylvie WALRAEVENS), « La démocratie ? Mais quelle bonne idée ! », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 3 octobre 2018, www.crisp.be.